

Le gouvernement actuel assigne un rang de priorité élevé à ses relations avec l'Italie et avec l'Europe, ainsi qu'à l'établissement d'un cadre commercial sûr à l'intérieur duquel les relations avec ce continent pourront se renforcer.

Le premier ministre est rentré, il y a tout juste une semaine, de la réunion des chefs de gouvernement des pays de l'OTAN, à Bruxelles, où il a réitéré l'engagement en vertu duquel notre pays contribue à la défense et à la sécurité de l'Europe. Les pays attachés à la liberté doivent agir de concert pour la protéger. C'est pourquoi le gouvernement actuel a accru l'engagement du Canada envers l'OTAN, à Bruxelles. Le premier ministre a également rencontré le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors. Il s'agissait de la première rencontre d'un premier ministre canadien et d'un président de la Commission des communautés européennes depuis une décennie. Il s'est fait de nombreux échanges et visites avec l'Italie au niveau ministériel. Le dernier Sommet économique occidental a eu lieu à Venise l'an dernier. Le prochain se tiendra à Toronto en juin prochain. Tout comme l'Italie, le Canada participe à un processus complet et continu de coordination économique par l'intermédiaire du Sommet économique, de l'OCDE et de réunions ministérielles, sans parler des institutions financières internationales et du GATT. Le rythme de ces travaux et l'ambiance chaleureuse dans laquelle ils sont menés à bien ont connu un accroissement notable au cours des dernières années.

La plupart d'entre vous êtes au courant du rôle important qu'a joué le Canada lors de la réunion tenue à Punta del Este en 1986, laquelle a marqué le lancement de la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales dans le cadre du GATT. Nous nous attendons à accueillir vers la fin de l'année, à Montréal, une réunion ministérielle de tous les pays qui participent à ce nouveau Round du GATT afin de faire le bilan des progrès accomplis et de débattre les moyens de faire avancer les pourparlers. Il s'agit là d'une entreprise très ambitieuse. Un nombre record de pays, plus de 90, y prennent part, et ils sont représentatifs de tous les niveaux de développement et d'un grand nombre de types de régimes commerciaux. Les négociations portent sur une gamme de questions plus large que jamais auparavant et devront intégrer un grand nombre d'arrangements intergouvernementaux actuellement en vigueur. Le succès des négociations sera notamment tributaire, d'une façon décisive, de l'attitude qu'adoptera l'Europe. Celle-ci espère achever le démantèlement de ses barrières internes en 1992. Que fera-t-elle au sujet de ses barrières externes? Les abaissera-t-elle au même moment? L'Europe fera-t-elle un geste en direction du monde extérieur ou se repliera-t-elle sur elle-même? Pour sa part, le Canada considère qu'il est possible d'instaurer une